

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 7 JUIN 2018**

FN/VF

**OBJET : I.3 – INVESTISSEMENTS - SEBA Eau + Assainissement - Extensions réseaux et branchements
(en lien avec urbanisme) – Accord cadre mono-attributaire à bons de commande.**

L'an deux mille dix-huit, le sept du mois de juin à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Etaient excusés :

M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

**OBJET : I.3 – INVESTISSEMENTS - SEBA Eau + Assainissement - Extension Réseaux et Branchements
(en lien avec urbanisme) – Accord cadre mono-attributaire à bons de commande.**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Les communes où le SEBA exerce les compétences « eau potable-production et distribution à l'utilisateur » et/ou « assainissement » saisissent régulièrement le syndicat de demandes d'extension ou de renforcement de réseaux afin de desservir des terrains pour lesquels des autorisations d'urbanisme ont été délivrées, ou bien pour des secteurs où se manifeste une volonté d'autoriser des constructions. L'urbanisme étant une compétence communale, le SEBA ne fait qu'émettre un avis technique lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme. En application des délibérations du comité syndical des 09/12/2013 et 06/07/2015, les communes participent au financement de tels travaux.

Parviennent également au SEBA des demandes de propriétaires d'habitations existantes souhaitant être raccordés au réseau public d'eau potable. Si un tel raccordement est possible techniquement, le coût de ces travaux doit être supporté par le demandeur en application de l'article 22 du règlement de service d'eau potable.

En outre, dans le cadre de la mise en place des régies d'exploitation et pour accompagner leur montée en puissance, un certain nombre de branchements neufs doivent être exécutés.

Dans la mesure où les commandes dépendent en grande partie des décisions de tiers et que, en conséquence, le rythme et l'étendue de ces travaux ne peuvent être définis par le SEBA, il est difficile pour les services du syndicat d'estimer un montant minimum de commandes à passer. Au vu du Plan Pluriannuel d'Investissement, l'engagement est évalué à hauteur de 550 000 € HT par an, eau et assainissement confondus. De même, il est délicat de fixer un volume minimum ou maximum de commandes de branchements.

Il est proposé de lancer une consultation portant sur l'ensemble du territoire du SEBA distribution et du SEBA assainissement, dans le cadre des travaux d'extension des réseaux en lien avec l'urbanisme et de branchements neufs.

Le bureau syndical est amené à délibérer sur les propositions suivantes :

- Décider d'un accord-cadre mono-attributaire, sans minimum ni maximum. L'accord-cadre sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande ;
- Décider que le mode de passation du marché sera une procédure d'appel d'offres ouvert ;
- Lancer la consultation du marché de travaux, avec les principes suivants :
 - Marché pour une durée de 2 ans, renouvelable 2 fois 1 an ;
 - Pas de montant minimum ni maximum ;
 - Consistance des prestations telles que présentées ci-dessus ;
 - Bordereau des prix unitaires vierge à compléter par les candidats ;
 - Trois devis estimatifs de chantier à compléter par les candidats, afin de donner une idée aux candidats du type de prestations et de pouvoir comparer les offres ;
- Décider des critères de sélection :
 - Prix des prestations, analysé à partir des 3 devis estimatifs (pondération 40%) ;
 - Références et moyens techniques mis en œuvre en adéquation avec l'objet du marché (pondération 50 %) ;
 - Délai d'intervention à partir de l'émission de la commande, hors période de préparation (pondération 10 %) ;
- Autoriser le Président à signer le marché à venir et à faire toutes les démarches nécessaires à la bonne exécution de cette décision dans le cadre des inscriptions budgétaires correspondantes.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL